

Unité Interdépartementale Jura et Saône-et-Loire
Antenne de Mâcon
37 boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 25/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/06/2022

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

ITM Logistique Alimentaire Internationale (ITM LAI)

Lieu dit "Massotte"
740, rue Alexandre Dumas
39700 Rochefort-sur-Nenon

Références : LW/NM/2022/M_208

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/06/2022 dans l'établissement ITM Logistique Alimentaire Internationale (ITM LAI) implanté Lieu dit "Massotte" 740, rue Alexandre Dumas 39700 Rochefort-sur-Nenon. L'inspection a été annoncée le 12/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre de modifications apportées au projet initial au cours de la phase d'exécution des travaux et portées, en application de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, à la connaissance du préfet du Jura. Elle avait pour objectif de visualiser l'ensemble de ces modifications.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITM Logistique Alimentaire Internationale (ITM LAI)
- Lieu dit "Massotte" 740, rue Alexandre Dumas 39700 Rochefort-sur-Nenon
- Code AIOT dans GUN : 0003302349
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non IED - MTD

La société ITM LAI (logistique alimentaire internationale) exploite, sur le territoire de la commune de Rochefort-sur-Nenon, un entrepôt de stockage.

L'exploitation de cet établissement est régulièrement autorisée par un arrêté préfectoral du 5 mars 2020 n° AP-2020-16-DREAL.

Par ailleurs, le site relève de l'article L. 515-32 du code de l'environnement concernant les installations dans lesquelles des substances, préparations ou mélanges dangereux sont présents dans des quantités telles qu'ils peuvent être à l'origine d'accidents majeurs (Seveso). En effet, l'établissement répond à la règle de cumul seuil bas, définie au I de l'article R. 511-11 du code de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les modifications portant sur :
- certaines dispositions constructives;
- les cellules 9a, 9b et 9c;
- les zones de stockage de palettes;
- le déplacement de certaines installations;
- les modalités d'isolement de la rétention déportée;
- la protection des bureaux par rapport aux cellules de stockage;
- l'ajout d'un bloc de bureaux supplémentaire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Protection des bureaux	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II Point 4	/	Sans objet
Dispositifs de drainage	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-13	/	Sans objet
Dispositif de drainage et d'extinction des effluents enflammés	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III-12/13/14	/	Sans objet
Détecteurs de niveau / vanne d'obturation	Autre du 28/07/2021, article Porter à connaissance - Modalité d'isolement de la rétention PRD	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection,

- 3 non-conformités ont été constatées sur les thèmes suivants :
 - la protection des bureaux ;
 - les dispositifs de drainage ;
 - des détecteurs de niveau.
- 2 demandes de compléments sont formulées sur les thèmes suivants:
 - les dispositifs de drainage ;
 - les dispositifs d'extinction des effluents enflammés.

Ces éléments sont détaillés au travers des fiches de constats disponibles en partie 2-4 (fiches de constats non communicables et/ou non communicables et non consultables au sens de l'instruction du gouvernement du 6 novembre 2017 relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE).